

PARTIE 1 : CROISSANCE, FLUCTUATIONS ET CRISES

CHAPITRE 1 : QUELLES SONT LES SOURCES DE LA CROISSANCE ?

1) Qu'est-ce que la croissance économique ?

1.1-Comment définit-on la croissance ?

Croissance = Augmentation à long terme (LT) de la production de Biens et Services

Expansion = phase d'augmentation du PIB de court terme (CT)

Dépression = baisse du PIB à long terme

Récession = faible taux de croissance ou baisse du PIB de court terme

Définition institutionnelle =

« *Processus quantitatif se traduisant par l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues, d'un indicateur représentatif de la production de richesses d'un pays en termes réel.* »

Remarques sur la définition :

- ⇒ « Processus » + « une ou plusieurs longues périodes longues » = il s'agit de considérer l'évolution de l'activité économique sur le long terme, **soit plus de 10 ans**. Ainsi l'activité peut-être fluctuante à CT et en croissance à LT si elle est globalement en expansion.
On considère alors que les pays industrialisés d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord connaissent une croissance économique depuis la révolution industrielle, bien qu'ils aient connu des crises.
- ⇒ « Augmentation soutenue » = La croissance n'est pas stable dans le temps, elle peut connaître plusieurs rythmes différents de l'activité économique mais sur le long terme la tendance est à l'augmentation de la richesse créée.
- ⇒ « Un indicateur de mesure de la production de richesse d'un pays en termes réel » = La croissance économique est mesurée grâce à un outil qui permet de mesurer la richesse créée par une économie (le PIB). Sachant que la croissance économique est un phénomène de long terme il est important de la mesurer en terme réel c'est-à-dire indépendamment de la variation des prix (il faut donc enlever l'effet des prix en déflatant la donnée)

Résumons : La croissance économique c'est l'augmentation de la richesse créée sur le long terme.

1.2-Comment la mesure-t-on ?

Par l'augmentation du PIB en volume

PIB = somme des richesses produite par les unités *résidentes* pendant une année.

Alors que le **PNB** = somme des richesses produites par les unités *nationales*.

PIB NOMINAL = VALEUR = COURANTS = on n'a pas enlevé l'effet des prix

PIB REEL = VOLUME = CONSTANTS = on a enlevé l'effet des prix

2) Intérêts et limites du PIB

2.1- Intérêts du PIB : le PIB est-il un bon indicateur de richesse ?

a) Le PIB est un indicateur du niveau de production marchande et non marchande

Il est relativement facile de calculer la **production marchande** par le PIB marchand en faisant la **somme des valeurs ajoutées** = richesse réellement créée par l'entreprise qui se calcule en enlevant au montant des ventes (chiffre d'affaire), le montant des consommations intermédiaires (produits achetés à d'autres entreprises qui disparaissent au cours de la production) des unités résidentes.

$$VA=CA -CI$$

PIB = somme des valeurs ajoutées + TVA + droits de douanes – subventions à l'importation

Mais il est plus difficile de mesurer la **production non marchande**. On évalue celle des **administrations publiques** avec leurs **coûts de fonctionnement**.

On approxime la **production domestique** avec les jardins familiaux et la valeur fictive des loyers que se verseraient les propriétaires de leur propre logement.

[« **net ou brut** » : net = brut – les amortissements (usure du capital fixe). « **en termes réels** » : en enlevant l'effet des variations de prix, on dit encore « en volume » ou « en monnaie constante ».]

b) Les deux autres modes de calculs du PIB et leurs enseignements

PIB = somme des revenus primaires distribués (partage de la richesse créée)

= **Revenu du travail (coût du travail) + Revenu du capital (EBE) + impôts sur la production**

Ce mode de calcul permet d'analyser la répartition des richesses créées et les inégalités qu'elle peut engendrer.

PIB = somme des dépenses (utilisation de la richesse créée)

= **Consommation finale des ménages + FBCF + (X-M) +/- Variations de stocks**

Ce mode de calcul permet d'analyser la contribution de chaque composante à la croissance du PIB.

L'augmentation du PIB est un indicateur de croissance économique = **Pour mesurer la croissance, on mesurera alors le taux de croissance du PIB.**

ATTENTION, ne confondez pas la notion de croissance et sa mesure par la croissance du PIB.

Remarque : A ne pas confondre avec le niveau de vie=PIB/h

2.2- Les limites du PIB

⇒ **1^{ère} limite** : Des difficultés de comparaison entre les pays

Lorsque l'on compare les PIB entre différents pays on se retrouve confronté à deux difficultés :

- 1) Tout d'abord les deux PIB ne sont pas exprimés dans la même devise et il faut donc tenir compte du taux de change entre les deux devises afin de pouvoir faire la comparaison.
- 2) Ensuite au-delà du taux de change, le niveau des prix n'est pas le même dans les deux pays ce qui veut dire que même pour deux pays qui ont la même monnaie la comparaison peut être faussée car le pouvoir d'achat de la monnaie n'est pas le même dans chacun des pays du fait de la différence des prix.

Pour tenir compte de cela on calcule le **PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA)** : on convertit les PIB en un standard de pouvoir d'achat.

Par exemple, si un hamburger coûte deux fois plus cher en France qu'aux Etats-Unis, on peut faire un rapport des taux en PPA, ce qui permet d'obtenir les rapports entre le nombre d'unités nécessaires pour obtenir un panier de biens et services équivalents.

UN EXEMPLE (source FMI 2009)

PIB EN 2008	EN MDS DE \$ COURANTS	RANG	EN MDS DE \$ PPA	RANG
ETATS UNIS	14 264	1	13 844	1
JAPON	4 924	2	6 991	2
CHINE	4 401	3	4 290	3
ALLEMAGNE	3 668	4	2 810	5
FRANCE	2 866	5	2 047	8
ROYAUME UNI	2 674	6	2 137	6
RUSSIE	1 676	8	2 087	7

⇒ **2^{ème} limite** : Le PIB ne comptabilise pas toutes les activités productives.

Le PIB ne comptabilise qu'une partie de la production non marchande

Le PIB ne comptabilise pas ou mal la production domestique et les activités bénévoles

Le PIB ne comptabilise pas la production issue de l'économie souterraine : activités non déclarées à l'Etat, légales ou non (économie informelle : faite dans le cadre familial ou amical). Il existe des estimations : 17% PIB italien.

Il est à noter que dans certaines économies (Afrique, Amérique latine, pays de l'Est) ces différentes activités productives prennent de l'importance et leur non prise en compte par le PIB vient sous estimer la richesse créée dans l'économie concernée.

⇒ **3^{ème} limite** : Le PIB ne tient pas compte des externalités qu'elles soient négatives ou positives.

Définition d'externalités : L'**externalité** ou **effet externe** désigne une situation dans laquelle l'action d'un agent économique influe, sans que cela soit le but de l'agent, sur la situation d'autres agents, alors même qu'ils n'en sont pas partie prenante : ils n'ont pas été consultés et n'ont reçu (si l'influence est négative) ni versé (si elle est positive) aucune compensation.

Ainsi le PIB va comptabiliser positivement des activités qui sont destructrices de bien-être (par exemple, de ressources naturelles) voire même ajouter à cela la richesse créée pour réparer les dégâts occasionnés par cette activité.

A l'inverse le PIB ne comptabilise pas les externalités positives, par exemple des infrastructures construites depuis longtemps.

Le PIB n'est donc pas un bon indicateur de bien-être.

2.3- Quels autres indicateurs possibles ?

Il existe de nombreux indicateurs plus qualitatifs c'est-à-dire qui cherchent à rendre compte de la qualité de vie, du bien-être des populations. Par exemple, le PNUD a créé un indicateur de développement.

L'IDH : indice de développement humain : moyenne pondérée de trois indicateurs :

- 1) **L'espérance de vie à la naissance** (image du niveau sanitaire et social de la population),
- 2) **L'indice d'éducation** est dorénavant basé sur la durée moyenne de scolarisation et sur la durée attendue de la scolarisation,
- 3) Le **RNB** (revenu national brut) qui remplace le PIB pour tenir compte des effets de la mondialisation (la production réalisée dans un pays peut être distribuée sous forme de revenus dans un autre pays) : le RNB est donc un meilleur indicateur du revenu national que le PIB.

La valeur de l'IDH est comprise entre 0 et 1 : plus un pays est développé plus son IDH est proche de 1.

Remarque :

L'IDH n'est pas un indicateur de croissance mais un indicateur de développement. Selon F. Perroux, économiste français du 20^e siècle, le développement c'est l'ensemble des changements sociaux et culturels qui accompagnent la croissance. Le développement est donc d'emblée une notion plus qualitative, la croissance étant plutôt une mesure quantitative.

La croissance économique est encore moins un indicateur de la qualité du développement et en aucun cas du développement durable.

Le développement durable se définit comme un développement visant au recul de la pauvreté, en préservant les écosystèmes et en garantissant la justice à l'égard des générations actuelles et futures. [Voir chapitre 3]

3) Comment expliquer la croissance économique ?

La fonction Cobb-Douglas explique la croissance économique par la croissance du facteur travail et du facteur capital (croissance extensive) et par l'existence d'un « facteur résiduel », c'est-à-dire d'un facteur qui ne correspond ni à l'augmentation du capital ni à l'augmentation du travail, c'est la croissance intensive, ce facteur résiduel, c'est le progrès technique.

$$Q=f(K,T,e) \text{ ou } Q=K+T+e$$

Dans les faits, le taux de croissance du PIB des PDEM a été plus fort que l'augmentation de la quantité de facteurs de production. Les rendements d'échelle de la production ont été croissants (l'augmentation des deux facteurs a été moins forte que l'augmentation du PIB). Le

progrès technique expliquerait la moitié de la croissance française des 30 Glorieuses, selon les économistes Carré, Dubois et Malinvaud.

L'augmentation des facteurs de production n'explique pas toute la croissance.

3.1- La croissance peut s'expliquer par l'augmentation de la quantité des facteurs de production
La croissance peut s'expliquer par l'augmentation des **facteurs de production**, c'est-à-dire par les moyens mis en œuvre pour produire que sont le travail et le capital

a) La croissance peut s'expliquer par l'augmentation du capital

Augmentation du capital= **investissement**= flux qui vient accroître (ou renouveler) le stock de capital au sens large : capital technique, humain, institutionnel.

Capital = ensemble des moyens de production nécessaire pour produire en plus du facteur travail.

Au sens strict, capital = capital technique (bâtiments, machines)

Investissement = achat de biens d'équipement durable destinés à être utilisés plus d'un an dans le processus de production.

L'investissement est mesuré par la comptabilité nationale comme FBCF. L'investissement peut prendre des formes différentes : matériel, immatériel, et poursuivre des objectifs différents (capacité, renouvellement, productivité).

L'investissement est facteur de croissance parce que :

1) L'investissement agit sur la demande:

L'investissement appartient à la demande, avec la consommation et les exportations, puisqu'il s'agit de la demande exprimée auprès des producteurs de biens d'équipement.

Une hausse de l'investissement entraîne une hausse + que proportionnelle de la demande (Keynes) c'est **l'effet multiplicateur**. Une dépense supplémentaire d'investissement se traduit par une hausse de la demande en biens ou services de production (machine, équipements, logiciels...) qui se traduit par une hausse de la production dans les entreprises produisant ces biens et services de production, cette hausse de la production (donc de chiffre d'affaire et de valeur ajoutée) se traduit par un supplément de revenus distribués (la VA est répartie entre salariés, propriétaires et recettes fiscales) qui engendre alors un surcroît de demande et ainsi de suite. Ce mécanisme est d'autant plus important que la part du revenu supplémentaire qui sera consommée (la propension marginale à consommer) sera forte, donc que la propension à épargner sera faible.

Keynes montre à travers le **mécanisme du multiplicateur** (d'investissement) **qu'une dépense supplémentaire d'investissement entraîne une augmentation plus que proportionnelle du revenu global donc de la croissance.**

Ce mécanisme repose sur une **hypothèse** aujourd'hui très **forte** : que la dépense générée par le supplément d'investissement se fasse dans le pays ou le groupe de pays dans le(s)quel(s) la dépense initiale a été faite (que la propension marginale à importer soit faible).

2) **L'investissement agit sur l'offre:**

L'investissement de capacité permet de produire plus et donc d'augmenter l'offre.

L'investissement de productivité augmente la compétitivité et baisse les coûts de production et donc les prix, ce qui augmente la production et donc l'offre.

L'investissement en RD peut permettre une diversification de l'offre.

b) La croissance peut s'expliquer par l'augmentation du travail

Travail = facteur de production constitué des ressources en main d'œuvre. Augmentation du travail = augmentation du temps de travail et du nombre de travailleurs utilisés.

Il faut distinguer:

- **Travail:** activité rémunérée qui constitue avec le capital un facteur de production. On se place ici du côté de l'entreprise: offre de travail = demande d'emploi et demande de travail = offre d'emploi
- **Emploi:** exercice d'une profession rémunérée. On se place ici plutôt du côté du salarié.

Quantité de travail disponible dépend de deux éléments : La main d'œuvre disponible (population active) et La durée du travail.

Elle peut être mesurée en nombre de travailleurs ou en nombre d'heures de travail.

Quantité annuelle de travail = Nombre d'emploi x Durée annuelle du travail

- Population active = actifs occupés + chômeurs
Cela correspond à toute la main d'œuvre disponible. La population active a suivi une tendance à la hausse sauf ces dernières années où la génération du baby-boom part en retraite et l'entrée dans la vie active est retardée par l'allongement des études.
- Durée annuelle du travail = elle dépend de la législation du travail (durée hebdomadaire et quotidienne du travail ; congés payés, développement des temps partiels et des emplois précaires). De façon générale la durée du travail a fortement baissé depuis les années 1950, ce qui vient contrebalancer l'augmentation la hausse de la population active.

Ainsi la quantité de travail a plutôt connu une tendance à la baisse et l'impact du facteur travail s'explique par la hausse de la productivité du travail.

La quantité de travail est un déterminant de la croissance :

- En effet en cas de pénurie de main d'œuvre la croissance potentielle est amoindrie ce qui peut être contrebalancé par le recours à l'immigration (ex : France dans les années 1960)
- A l'inverse en cas de surplus de main d'œuvre le développement du chômage peut avoir un effet négative sur la consommation des ménages et donc sur la demande globale ce qui jouera à la baisse sur la croissance effective.

3.2- La croissance peut s'expliquer par l'augmentation de la qualité (productivité) des facteurs de production

Le progrès technique peut augmenter la productivité du travail, la productivité du capital mais aussi la PGF, résultat de la combinaison productive.

La productivité se mesure en faisant le rapport de la production avec la quantité des facteurs de production utilisés.

Par exemple :

Productivité du travail = mesure de l'efficacité du travail

- Productivité horaire = production/nbr d'heures de travail
- Productivité physique = Production/nbr de travailleurs
- Productivité en volume= volume de production/qté de travail
- Productivité en valeur= valeur ajoutée/qté de travail

La productivité globale des facteurs fait le rapport entre la VA et le coût du travail et du capital utilisé.

Lorsque la productivité augmente, cela veut dire qu'avec la même quantité de facteurs on sera capable de produire en plus grande quantité.

Avec le progrès technique, grâce aux innovations le capital est plus efficace et rend d'autant plus efficace le travail ce qui fait que la croissance du PIB devient plus que proportionnelle au niveau d'investissement.

Le progrès technique est source de croissance parce qu'il permet des gains de productivité.

Progrès technique = ensemble des améliorations apportées aux façons de produire (innovations de procédé + innovations organisationnelles), et aux produits (innovations de produit).

Innovation = application économique et/ou commerciale réussie d'une invention (idée nouvelle), qui découle de la RD.

Recherche-Développement = processus qui combine des moyens en personnel et en matériel pour aboutir à des innovations comme la mise en œuvre de nouveaux procédés, la création de nouveaux produits.

C'est donc le résultat de la RD quand il est positif qui constitue le progrès technique. La RD est une composante importante de l'investissement immatériel, elle est financée par les entreprises, mais aussi par l'Etat.

Pour Schumpeter, l'innovation est facteur de croissance (mais explique aussi les cycles économiques).

Gains de productivité = indicateur de mesure du progrès technique mis en œuvre dans une entreprise.

Le progrès technique engendre des gains de productivité qui permettent:

- ⇒ de produire plus: effet sur l'offre intérieure et à l'exportation (hausse du PIB= croissance)
- ⇒ de produire moins cher, ce qui permet un partage des gains de productivité au profit des propriétaires (hausse de l'investissement), des ménages (hausse des salaires et baisse des prix) et de l'Etat (hausse des recettes fiscales donc des possibilités d'investissement public); créant ainsi un cercle vertueux de croissance

=> Le progrès technique fait augmenter l'offre

Rappel :

Le rendement désigne la relation entre la quantité produite d'un bien et la quantité de facteurs de production utilisée pour l'obtenir (c'est un synonyme de productivité).

Rendements décroissants : la quantité produite augmente moins vite que la quantité de facteurs utilisée (déséconomie d'échelle)

Rendements croissants : la quantité produite augmente plus vite que la quantité de facteurs utilisée (= économies d'échelle)

Rendements constants : la quantité produite augmente au même rythme que la quantité de facteurs utilisée.

Le PT permet donc de produire plus et de réduire les coûts de production.

Le surplus de richesse créée va être partagé ce qui peut avoir des conséquences sur la demande.

=> Le progrès technique fait augmenter la demande

Document 1:

Gains de productivité et croissance économique

Les gains de productivité à travers leurs effets sur les revenus et les prix dynamisent la production. La baisse des prix réels des biens et services stimule la consommation des ménages. Les entreprises peuvent conserver une partie des gains de productivité sous forme de hausse des profits facilitant l'autofinancement des investissements. Les recettes de l'Etat étant assises sur les revenus et la consommation, les prélèvements fiscaux et sociaux peuvent croître pour financer des dépenses publiques croissantes : investissements publics, création d'emplois publics et transferts sociaux qui soutiennent la consommation des ménages. Les gains de productivité, en permettant la baisse des prix de vente, sont facteur de compétitivité ce qui favorise les exportations.

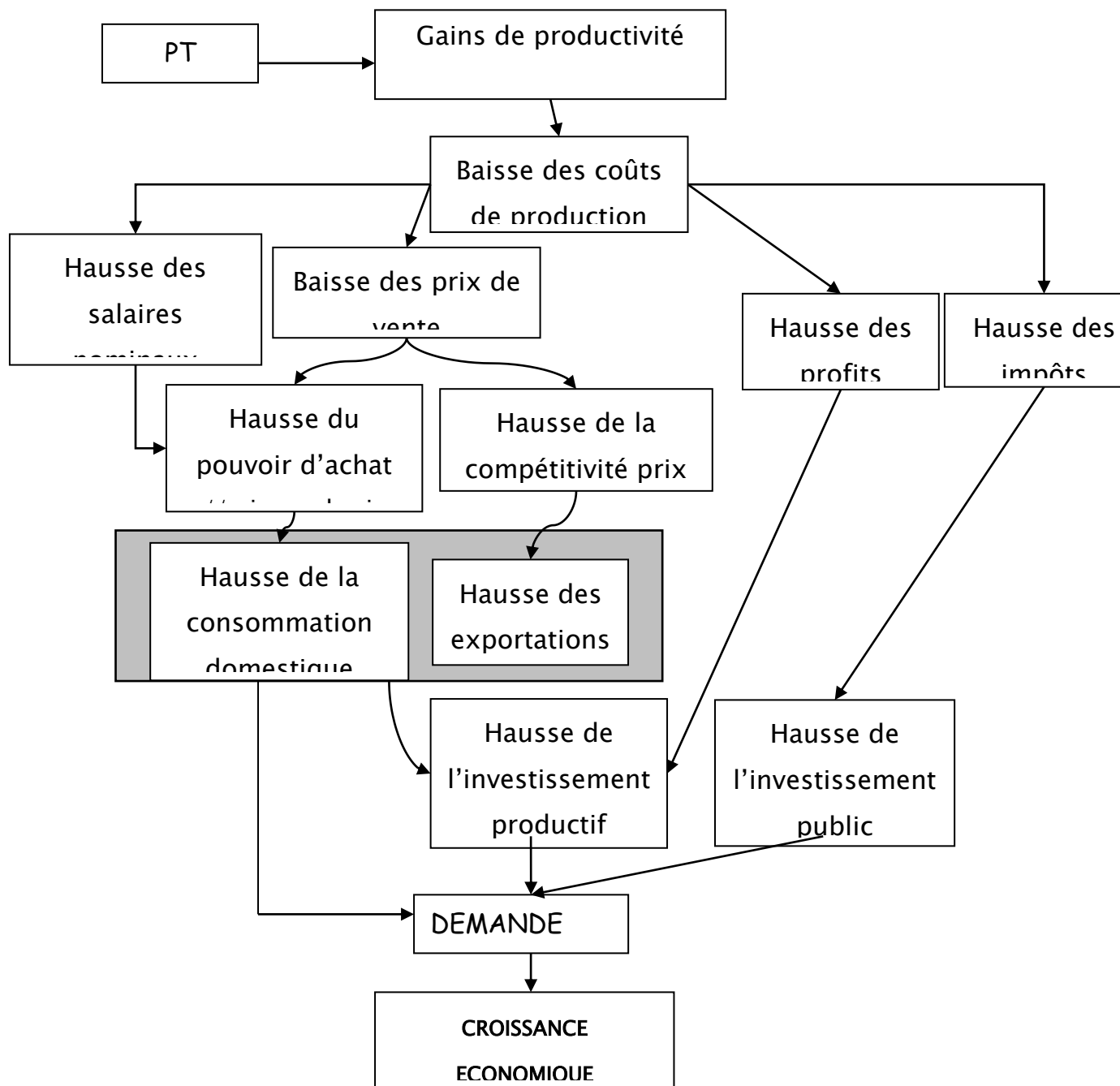
Ainsi, la distribution des gains de productivité, en dynamisant les différentes composantes de la demande globale (consommation, investissement, dépenses publiques et exportations) est facteur de croissance économique.

Les Trente Glorieuses fournissent une illustration des effets vertueux des gains de productivité. Les gains de productivité exceptionnellement élevés des années 1945-1973 facilitent leur partage : il y a « du grain à moudre » et prélèvements étatiques, salaires et profits peuvent augmenter simultanément sans miner pour autant une compétitivité d'ailleurs moins impérative qu'aujourd'hui vu le moindre degré d'ouverture sur l'extérieur des économies.

Ce partage relativement « équilibré » des gains de productivité ne s'est cependant pas instauré spontanément. Il a été l'enjeu de luttes sociales régulées par les négociations collectives dans lesquelles les syndicats sont devenus des « partenaires ». L'intervention de l'État-providence a influencé l'affectation des gains de productivité à travers la socialisation croissante des revenus, la fixation d'un salaire minimum, l'élaboration d'un cadre juridique des relations du travail... Ces éléments ont aussi concouru à la diffusion des gains de productivité dans l'ensemble de l'économie permettant par exemple aux salariés des branches à faible croissance de productivité de bénéficier aussi des augmentations de pouvoir d'achat. Les gains de productivité ont donc été un facteur déterminant de la croissance économique ou plutôt d'un certain mode de croissance fondé sur le couple production de masse / consommation de masse. Réciproquement, la croissance économique a stimulé les gains de productivité par le biais des rendements d'échelle croissants et par l'incitation à l'innovation que constituent des débouchés en augmentation. Ainsi, période exceptionnelle de gains de productivité, les Trente Glorieuses ont été aussi une période d'exceptionnelle croissance économique.

J. Bails. « *Productivité* ». Cahiers Français n° 279, Découverte de l'économie, Février 1997.

1. A partir du document faites un schéma implicatif montrant les effets du PT sur la croissance.



L'impact des gains de productivité et donc du PT, sur la croissance dépend toutefois de la répartition de leurs effets sur 4 facteurs :

1. la baisse des prix de vente ;
2. la hausse des salaires ;
3. la hausse des profits (distribués et non distribués) ;
4. la hausse des prélèvements fiscaux.

Le partage de la valeur ajoutée est un enjeu de société et de luttes sociales

Le progrès technique et les gains de productivité se sont accompagnés au cours du 20^e siècle d'une baisse du temps de travail et se traduit par un pouvoir d'achat supplémentaire des consommateurs (baisse des prix), des salariés (hausse des salaires) et une hausse des profits. Ce pouvoir d'achat supplémentaire s'est traduit par une hausse de la demande qui a engendré de la croissance et des créations d'emplois. Le progrès technique ne supprime donc pas d'emplois à long terme (malgré la hausse de la productivité qu'il engendre), il les déplace (tertiarisation)

3.3- La croissance peut s'expliquer par les externalités et le rôle des institutions

a) La croissance s'auto-entretient (est endogène)

Dans les théories de la **croissance endogène**, les économistes montrent que le progrès technique n'est pas quelque chose qui est extérieur au travail et au capital, mais qu'il est endogène, interne : le progrès technique s'explique par la croissance économique : il est issu des investissements qui produisent toute une série d'effets positifs pour la collectivité. Il peut donc s'agir d'investissement dans la recherche, dans la formation ou dans les infrastructures et peut aussi s'expliquer par l'expérience acquise. L'investissement dans le capital physique ne suffit donc pas à expliquer tout le processus de croissance : les théoriciens de la croissance endogène ont donc permis de mettre en évidence l'importance du **capital humain** (ensemble des dispositifs durables qui rendent les individus plus productifs) dans l'augmentation de la productivité du travail, du **capital institutionnel ou public** (ensemble des ressources de long terme détenues par les pouvoirs publics) qui permet des externalités positives, en accroissant notamment le capital technologique. des externalités positives qui se répercutent de manière cumulative : le capital accumulé sera alors source d'une croissance auto-entretenu et produira des rendements croissants.

L'accumulation et la complémentarité de ces différents types de capitaux permettent l'entretien et la poursuite du processus de croissance.

b) Les institutions peuvent former un cadre favorable de la croissance

Remarque importante : l'évolution des facteurs de production ne garantit pas la croissance, les agents économiques ont un rôle important à jouer pour favoriser la croissance. Le comportement des membres de la société en général doit être propice au changement et au progrès (ex rôle de l'entrepreneur).

L'instauration et le maintien d'institutions démocratiques assure un environnement favorable à la prise de risque et à la protection des droits commerciaux par exemple en fournissant un cadre institutionnel stable propice aux échanges marchands.

Les **institutions** (règles qui structurent les relations économiques et sociales dans un pays) peuvent contribuer à fournir un cadre favorable au progrès technique et aux innovations. Elles garantissent des lois justes et la stabilité politique.

- ⇒ elles peuvent fournir aux entreprises des infrastructures et des services publics qui auront des effets externes positifs
- ⇒ elles peuvent encourager le progrès technique en aidant la recherche-développement (publique, privée)
- ⇒ elles peuvent instituer des **droits de propriété** (droit de disposer d'un actif et de ses revenus):

Par exemple, le brevet qui est un droit de propriété, protège une innovation technique (de produit ou de procédé) : sans brevets, les entrepreneurs n'innoveraient pas, car n'importe quelle autre entreprise pourrait à son tour utiliser l'innovation sans avoir à en supporter les coûts. Comme l'innovation est source de croissance économique, les brevets sont un exemple de règles entraînant de bonnes incitations.